

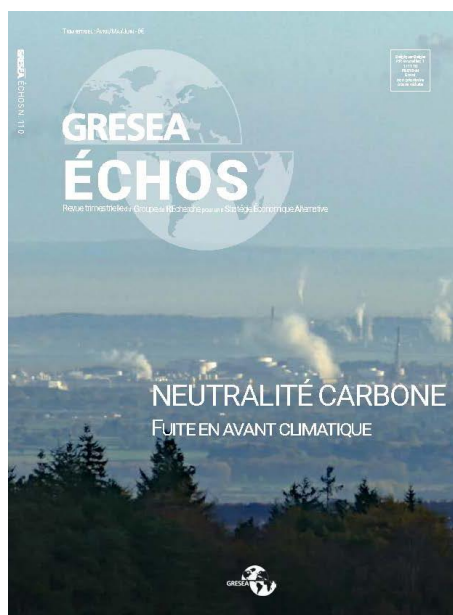
Gresea Échos n°110, juin 2022

Neutralité carbone – Fuite en avant climatique

Le 21/06/2022, par [Romain Gelin](#), 10265 signes

[Matières premières](#) [Environnement](#)

Ce numéro se propose de revenir sur 30 ans de négociations climatiques au niveau international afin de mieux cerner les raisons permettant d'en expliquer les résultats, largement insuffisants. S'il s'agissait au départ de réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'idée de neutralité carbone s'est imposée ces dernières années, et avec elle le maintien des combustibles fossiles, assortie de la promesse – par la technologie – d'absorber le surplus de carbone émis dans le futur, une véritable fuite en avant. Nous reviendrons aussi sur les décisions prises lors de la COP26, notamment sur le fonctionnement des marchés du carbone et les engagements du secteur financier.



Édito

Espoirs et déboires des négociations climatiques

Romain Gelin

Les rapports du GIEC – le groupe international d'experts sur le climat – sont publiés depuis plus de 30 ans. Ils font la synthèse des connaissances scientifiques sur le changement climatique. Le troisième volet du 6^e rapport, paru début 2022, confirme les conclusions des éditions précédentes. La trajectoire actuelle n'est pas soutenable. Pour se maintenir sous le

seuil de 1,5°C d'augmentation des températures, les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent impérativement être infléchies dans les années qui viennent.

En 2021, la température moyenne mondiale s'établissait à +1,11°C par rapport à l'ère préindustrielle. Et les événements climatiques extrêmes s'intensifient déjà : inondations, méga-feux comme en Sibérie ou en Australie, canicules à répétition, fonte des calottes glaciaires...

Le problème est donc bien connu. Il fait l'objet de négociations internationales depuis le début des années 1990 et le Sommet de la Terre de Rio. Nous reviendrons dans le premier article sur ces négociations climatiques, de la première COP en 1996 jusqu'à la COP26 de Glasgow. S'il s'agissait au départ de réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'idée de neutralité carbone s'est imposée ces dernières années, et avec elle le maintien des combustibles fossiles, assortie de la promesse – par la technologie – d'absorber le surplus de carbone émis dans le futur.

Nous évoquerons, dans le deuxième article, les décisions prises fin 2021 à Glasgow concernant les règles d'applications de l'Accord de Paris. Les pourparlers ont concerné les règles des marchés du carbone. Deux marchés vont se côtoyer : un [marché](#) réglementé fonctionnant sur le modèle du système d'échange de quotas de carbone européen, et un marché volontaire alimenté par des crédits-carbone issus de projets de compensation (reboisement, énergies renouvelables, capture et stockage du CO2...) qui pourront être portés par des acteurs privés. Nous nous pencherons plus particulièrement, dans le troisième article, sur les plans – relevant le plus souvent de la communication – de quelques grandes entreprises pour atteindre la « neutralité carbone ».

Dans le quatrième article de ce Gresea Échos, Frank Vanaerschot analysera un autre point central des discussions qui se sont déroulées à Glasgow fin 2021 : celui du rôle de la finance. Les gestionnaires des grandes banques et [fonds](#) de pension étaient présents, maniant un double langage en assurant leur soutien à la transition écologique tout en continuant à financer l'exploitation de gaz ou de pétrole.

Enfin, Sebastian Franco fera le point sur les réflexions en cours dans le monde syndical à propos de la transition. Bien que balbutiantes, ces discussions ont réuni des travailleurs d'une pluralité de pays lors du premier Forum syndical international des transitions écologiques et sociales, et ont permis de placer quelques balises pour une transition écologique socialement juste, intégrant les objectifs environnementaux et tenant compte du sort des travailleurs dans des industries qui devront décroître dans le futur.

Comme nous l'avons déjà souligné dans une précédente livraison du Gresea Échos (n°105), dans laquelle nous nous interrogeons sur les possibilités de concilier la pensée économique et l'écologie, les mesures politiques pour faire face à la crise environnementale s'appuient essentiellement sur deux éléments : le marché et la technologie. Les discussions menées lors de la COP26 confirment ce constat.

Dans le même temps, l'écart semble grandissant entre la faiblesse des politiques climatiques menées et le ressenti d'une population de plus en plus préoccupée par la question environnementale. La Belgique a été condamnée pour son inaction climatique en mai 2021 à la suite d'une plainte déposée par 11 citoyens, et appuyée par plus de 58.000 personnes. Les mêmes jugements ont été rendus aux Pays-Bas en 2019 et en France à l'automne 2021. De

son côté, le Secrétaire général de l'[ONU](#), Antonio Guterres, fustigeait récemment les mensonges de « certains gouvernements et responsables d'entreprises » en matière de lutte contre le changement climatique.

Fait nouveau, le GIEC a évoqué pour la première fois en 2022, dans le deuxième et le troisième volet de son 6^e rapport, la décroissance comme une perspective de développement et de durabilité [1]. Des centaines d'occurrences du terme « sobriété » se retrouvent dans ces documents. L'idée d'une rupture avec la société de [croissance](#) fait donc son chemin parmi les scientifiques du GIEC, même s'il n'est pas encore clairement question d'en finir avec le [capitalisme](#). L'idée se diffuse aussi au sein d'une partie des mouvements sociaux et du monde académique. Avec elle, les débats pour une meilleure répartition des richesses, une plus grande implication des populations dans les prises de décisions collectives et un questionnement sur le sens à donner à nos activités économiques commencent à poindre. Les mentalités évoluent peu à peu, à mesure de la progression de la crise climatique. Au moins un motif de satisfaction dans un tableau globalement peu réjouissant.

Sommaire

[Éditorial : Espoirs et déboires des négociations climatiques](#)

Romain Gelin

Objectifs climatiques : une histoire de promesses non tenues

Romain Gelin

COP26 : Neutralité, le nouveau mantra climatique

Romain Gelin

Compensation volontaire : un marché de dupes ?

Romain Gelin

La paix ne sera pas fossile

Frank Vanaerschot (FairFin) avec l'aide de Jozef Vandermeulen et Arvo Desloovere

Construire une approche syndicale de la transition écologique

Sebastian Franco